



Bulletin

UNION DÉPARTEMENTALE CGT ISÈRE

N°771
Décembre 2021



32 avenue de l'Europe - 38030 Grenoble cedex 2 - Tél. 04 76 09 65 54 - e-mail : accueil@cgtisere.org - site : ud38.reference-syndicale.fr



SOMMAIRE

2-3

LUTTES

- Galerie Lafayette Grenoble : une action syndicale préventive et anti régressive
- Loi Dussopt

4-5

VIE SYNDICALE

- 46^{ème} Congrès du syndicat CGT des Activités Postales et Télécoms de l'Isère
- 8^{ème} Congrès de la CGT EDF Énergie Saint-Alban
- Hommage à un personnage : Jacques De Albertis

6

ESPACE MILITANT

- Au cœur de la solidarité, «Loisirs et Solidarité des Retraités»
- Mots croisés
- Eustache et Oslaid à l'écoute du monde

7

INTERNATIONAL

- Interview de Fabio Ghelfi responsable international de la CGIL Lombardie : «Extrême droite, fascisme, en Italie, en France et en Europe : syndicalement, en parler et agir ensemble !»

8

LOISIRS / CULTURE

- Elu.e.s CSE, ne cédons pas aux tentations !



Suivez-nous sur facebook : www.facebook.com/CGT38/



<https://www.instagram.com/cgtisere/>

site internet :
ud38.reference-syndicale.fr

Directeur de la publication :
Nicolas BENOIT
Imprimé par nos soins

N° CPPAP
0226 S 05444
I.S.S.N. 1154-6670



ÉDITO

LE SALAIRE!

Les NAO vont être au cœur des préoccupations de nos syndicats, mais surtout des salarié.e.s. C'est une préoccupation légitime quand les prix de l'énergie ne cessent d'augmenter : comme le gaz qui a connu une hausse de 12,6% en 2021, l'électricité qui aura connu une augmentation de près de 2% pour l'année 2021.



En revanche, les salaires eux n'augmentent pas ou très peu. Macron donne une aumône de 100 euros (8,33€ par mois) aux plus bas salaires pour faire face à ces augmentations.

Par ailleurs, entre 2009 et 2018, les versements de dividendes aux actionnaires du CAC 40 ont augmenté de 70% contre 20% pour le salaire moyen. Les promesses de ruissellement ne convainquent plus.

Au second trimestre 2021, le taux de marge des entreprises a atteint 35,4% selon l'Insee. Un record depuis 70 ans ! Quant aux entreprises du CAC 40, elles ont réalisé plus de 60 milliards d'euros de profits au premier semestre. C'est 41% de plus que lors de la même période en 2019.

Monsieur le Président, les salarié.e.s, les retraité.e.s, les privé.e.s d'emplois, les précaires, les étudiant.e.s n'ont pas besoin de votre aumône qui d'ailleurs est payée par nos impôts.

Il devient urgent de revaloriser le Smic à 2000 euros brut et d'augmenter les salaires comme le préconise la CGT. Pourquoi BRUT ? Parce que les cotisations sociales, qu'on appelle aussi salaire socialisé, font partie intégrante de notre salaire qui finance les retraites, le chômage

et la maladie. C'est ce qu'on appelle la **SÉCURITÉ SOCIALE**, créée par Monsieur le ministre des travailleurs Ambroise Croizat.

Ces cotisations s'appuient sur la création de richesses par le travail et garantissent une gestion par les travailleurs dont l'objectif est de répondre aux besoins. C'est un choix de société qui permet de soustraire la protection sociale aux critères de rentabilité ou à des arbitrages budgétaires de l'Etat.

La CGT a lancé la campagne pour de vraies augmentations salariales, parce que nous voulons vivre dignement de nos salaires, parce que nous ne voulons pas revenir au début du siècle dernier avec la peur du lendemain, parce que nous voulons une réelle égalité salariale entre les femmes et les hommes, parce que nous voulons une reconnaissance des qualifications, parce que nous voulons la revalorisation salariale des métiers féminisés, parce que nous voulons vivre dignement de nos pensions.

Le kit «augmentation de salaires» est en ligne sur le site de la CGT Isère, vous pouvez l'utiliser pour aller à la rencontre des salarié.e.s pour organiser la lutte.

Marie-Laure Cordini
Secrétaire UD CGT 38

Galerias Lafayette Grenoble

80% des salarié.e.s et une grande partie des démonstratives à l'appel du syndicat CGT se sont mobilisé.e.s ce vendredi 29 octobre devant les Galeries Lafayette de Grenoble pour exiger de leur direction des garanties fermes et inaliénables sur leurs conquits sociaux, leurs conditions de travail et leurs emplois.

Le rapport de force institué par l'action historique du syndicat CGT du magasin à Grenoble a connu un second souffle.

L'inquiétude née à l'annonce du rachat de l'enseigne par le groupe SGM (Société des Grands Magasins) fait craindre aux salarié.e.s une casse sociale importante. 22 magasins Galeries Lafayette (900 salarié.e.s), ont connu en 2018 une cession en franchise à la holding Financière Immobilière Bordelaise.

Immanquablement, les directions locales des magasins ont remis en cause les accords collectifs d'entreprise garantissant les conquits sociaux.

Déléguer la gestion du magasin en récupérant la vente des murs de ce magasin pour renflouer les caisses à la suite de choix hasardeux et des stratégies faisant des magasins parisiens les vitrines de l'enseigne

n'est pas anodin : il conduit inévitablement à vouloir économiser sur les salaires et sur les travailleurs-ses eux-mêmes.

C'est certainement les prémices d'une délocalisation ou d'une redéfinition d'activité. Ceci étant dit, ce n'est pas aux salarié.e.s d'en subir les conséquences ! Une mécanique s'instaure, sournoise, considérant des salarié.e.s dans la transformation du modèle économique de l'entreprise comme une variable d'ajustement que l'on peut à sa guise utiliser pour réduire un déséquilibre conjoncturel ou structurel.

Quoiqu'il en soit, ce n'est pas aux salarié.e.s ni de payer ni de subir les choix stratégiques patronaux !

Dans ces grands magasins, l'implantation de la CGT avec ses militant.e.s, ses syndiqué.e.s, ont construit au fil du

une action syndicale préventive et anti régressive



temps des rapports de force, dans la lutte collective, qui ont conduit à des avancées sociales conséquentes, un exemple d'aboutissement.

En rien les avancées collectives ne peuvent ni ne doivent être remises en cause ! Dans ce rapport de force global, il faut que les intérêts des salarié.e.s soit pris en compte. Le professionnalisme des salarié.e.s mérite d'être valorisé. C'est parfois ce qu'oublie les financiers qui nous dirigent. Heureusement, la CGT veille, comme c'est le cas aux Galeries Lafayette Grenoble, par l'entremise, le dynamisme et l'à-propos de ses militant.e.s. Tous et toutes, salarié.e.s du magasin comme démonstratives salariées des marques l'ont compris.

Sans nul doute, leur lutte ne fait que commencer.

Nous serons là, militant.e.s du quotidien, des territoires et des professions, pour les aider à s'organiser et à lutter.

Maria Mihailovic - CGT Galeries Lafayette
Franck Clet - CGT commerce, services, distribution 38





DANGER !

Loi Dussopt (...dans le vide !)

L'article 47 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la Fonction publique supprime les régimes dérogatoires à la durée légale du travail (passage aux 1 607h).



suite au Collectif Départemental sur la Loi TFP du jeudi 30 septembre à la bourse du travail de Grenoble

Il a été décidé collectivement les actions suivantes :

- SAMEDI 16 OCTOBRE À PARTIR DE 7H30 devant l'Alpexpo au Congrès des Maires
- VENDREDI 22 OCTOBRE À PARTIR DE 9H30 Conseil Communautaire devant la Métropole

Cette loi a donc supprimé la disposition qui prévoyait la possibilité de maintenir des régimes de travail plus favorables aux agents ; et nos employeurs s'engouffrent dans son application, utilisant le discours officiel d'harmonisation entre le privé et le public.

Il s'agit de réduire le coût de la main-d'œuvre. La seule mesure d'augmentation du temps de travail est le vol de congés (7 à 12 jours selon les situations individuelles), ce qui représente 3 millions d'euros et 130 postes. Ce qui devrait représenter, selon la Cour des comptes, 57 000 postes à temps complet dans la Fonction publique territoriale.

Les collectivités reconnaissent l'importance du service public, mais demandent aux agents de faire « encore » des efforts et de travailler plus afin de garder des congés supplémentaires. Or, travailler plus génère de l'ARTT et non des droits aux congés.

Augmenter le temps de travail, c'est :

- ➔ des emplois en moins, ce que veut le gouvernement Macron avec son Comité d'Action 2022 comportant notamment sur le quinquennat 120 000 suppressions de poste dont 70 000 dans la seule Fonction publique territoriale ;
- ➔ augmenter la fatigue, le stress, les tensions et donc dégrader les conditions de travail et les conditions de vie personnelle ;
- ➔ dégrader la qualité du service rendu à la population ;
- ➔ démolir les conquies des agents territoriaux et rompre unilatéralement le contrat passé.



auxquelles sont soumis certains agents publics :

- le travail de nuit,
- le dimanche et jours fériés,
- travail pénible ou dangereux,
- horaires décalés, etc.
- les cadres d'emploi dotés de règles spécifiques en la matière (enseignement artistique, sapeurs-pompiers).

Des milliers d'agents luttent pour le maintien de leurs acquis !

Dans de nombreuses collectivités, des mouvements sont en cours contre le vol de congés et l'augmentation du temps de travail.

Ne soyons pas dupes ! Cette loi permettra de réaliser des économies et de supprimer des postes de fonctionnaires et rien d'autre !

N'oublions pas que la CGT lutte pour la mise en place des 32 heures !!!

Betty Demange

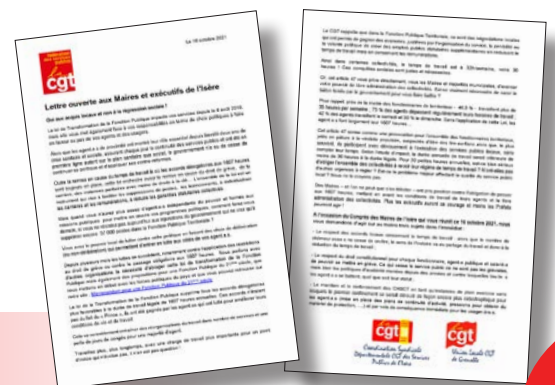
C'est en contradiction totale avec la crise que nous traversons et alors que le chômage ne cesse d'augmenter. Le gouvernement Macron, avec l'aval de la majorité des maires de France, s'emploie à faire travailler plus au lieu de créer des emplois.

Les employeurs territoriaux doivent ainsi délibérer dans l'année 2021 pour une mise en application en janvier 2022 et en 2023 pour les Communautés de communes, les Départements et les Régions.

Ne sont pas concernés par cette évolution, les régimes de travail établis pour tenir compte des sujétions particulières



Le samedi 16 octobre, mobilisation au Congrès des maires de l'Isère à l'Alpexpo. Distribution d'un courrier aux maires pour rappeler certaines valeurs du Service public, ainsi que lors du Conseil métropolitain du 22 octobre. Et nous avons des propositions de futures actions à mener : interpellation des Sénateurs, boycott des comités techniques afin de faire reculer au maximum les prises de décision, adresse aux citoyens à propos du rendu du service public (qualité du service rendu, perte de postes)...



46^{ème} Congrès du syndicat CGT des Activités Postales et Télécoms de l'Isère

Mardi 28 septembre 2021 se tenait à la Bourse du travail de Grenoble, le 46^{ème} Congrès du syndicat CGT des Activités Postales et Télécoms de l'Isère.

Jean-Michel Lacoustille, Secrétaire général sortant, accueillait les 45 congressistes avec le bilan d'activité des trois dernières années, et conclut par des remerciements aux militants qui l'ont épaulé durant six ans.

Dans les débats, de nombreux militants reviennent sur les manœuvres de la Poste ou d'Orange qui jouent sur la diversité des statuts (CDD, intérimaires, alternants, auto-entrepreneurs...) pour diviser et individualiser les salariés. Profitant de la révolution numérique pour massacrer l'emploi, à la Poste comme à la Banque postale ou chez Orange. En Isère, c'est une véritable saignée de l'emploi avec la fermeture de bureaux de Poste, du Centre financier ou de services clients chez Orange. **Mise à mort du service public, remplacé par des « services au public » au rabais !** Dans ce contexte, plusieurs interventions sont revenues sur nos difficultés à redéployer un syndicalisme de masse pourtant nécessaire, et sur **l'importance de la formation syndicale pour fidéliser les adhérent.e.s. Remettre du collectif face à l'individualisme triomphant.**

Plusieurs camarades interviennent sur la nécessité de prendre en compte les problèmes de sous-traitance et d'intégrer dans le travail du syndicat les camarades des entreprises privées qui font face à de multiples difficultés, illustrées par des témoignages forts. **Besoin de visibilité dans ces secteurs et donc de bien travailler l'Orga et les géographies syndicales.**



La question étant toujours : comment organiser les salariés de ces secteurs pour contrer le patronat et faire rayonner nos revendications ?

Au-delà des constats, pour les congressistes, il y a obligation de se poser des questions sur comment on s'organise, comment on parle sur le terrain. Quels moyens d'action mettre en œuvre ?

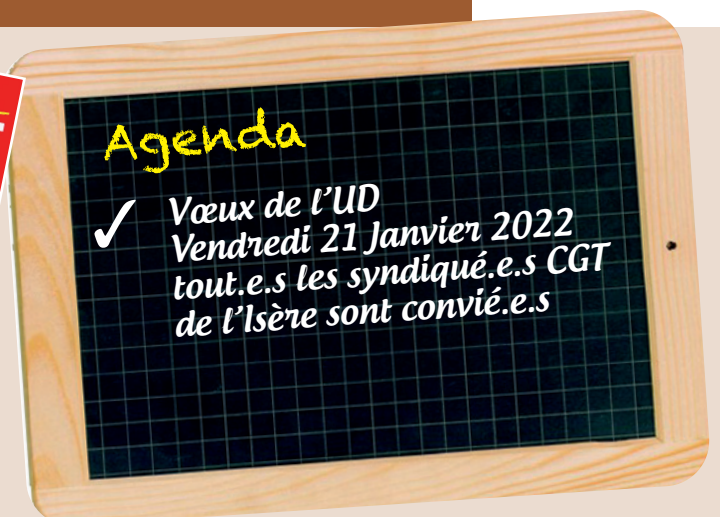
Décision est prise et mise en place avec la remise en responsabilité d'un **secrétaire à l'Orga** (E. Hugues) qui sera épaulé par les militants de section ou de collectif. Il en va de même avec la mise en place d'une **secrétaire en responsabilité de la Com** (N. Barteau).



Les décisions présentées dans le document d'orientation, de même que le bilan financier du syndicat sont approuvés ; une nouvelle CE est élue à l'unanimité.

Dans ses conclusions, **Patrice Trabal**, nouveau secrétaire général, rappelle la volonté des boîtes de détruire le syndicalisme de proximité ; afin d'anticiper les prévisibles pertes de moyens syndicaux à la Poste avec les futurs CSE, comme chez Orange, il insiste et met en débat **les nécessaires interactions entre syndicats départementaux** d'un territoire, concernés par un champ d'activité. Également, il y aura besoin de s'épauler humainement, là où il manque des militants ! **La Région CGT FAPT aura un rôle de plus en plus important pour coordonner notre syndicalisme.**

CE CGT Fapt Isère



8^{ème} Congrès de la CGT EDF Énergie Saint-Alban

Ce sont les 4 et 5 novembre derniers qu'a eu lieu le 8^{ème} Congrès du syndicat CGT EDF Énergie Saint-Alban, animé par le Secrétaire général entrant, Christophe Salvetat.



Moment incontournable de la vie d'un syndicat, il aura d'abord été l'occasion de réaliser un bilan des grandes luttes de ces 2 dernières années.

Les luttes contre la réforme des retraites d'abord, qui ont permis de faire reculer le gouvernement, tout au moins jusqu'aux prochaines élections...

La lutte contre le projet Hercule ensuite, projet visant à la privatisation de la branche bénéficiaire de EDF (commercialisation et distribution de l'électricité) et la nationalisation de la branche Production Nucléaire et transport de l'électricité, branche la plus coûteuse aux frais de maintenance élevés.

Nationalisation des coûts, privatisation des bénéfices, la stratégie n'est pas nouvelle !

Cette lutte a été exemplaire en tout point avec une mobilisation sans précédent des militants envers le public, les médias et les élus de la République. Localement, ce sont plus d'une trentaine de mairies interpellées par la CGT qui ont voté des motions contre cette casse désastreuse du service

public. Cela a permis de lever le voile sur ce projet ultra-libéral, et de mettre sur la table du débat public la question essentielle de l'accès à l'Énergie pour tous.

C'est dans ce cadre que Julien Lambert, animateur du pôle industriel de la Fédération Nationale Mines Énergie, a présenté aux congressistes le Programme Progressiste de l'Énergie* de la FNME-CGT. Ce programme a pour ambition de mettre au cœur des débats les exigences du service public et d'y associer, en plus des agents, les élus et usagers particuliers et industriels.

Étaient également invités à ce Congrès Nicolas Benoit (UD) et Anthony Martinez (UL) qui ont sensibilisé les militants au lien vital entre nos syndicats et le territoire, lien indispensable pour une CGT forte et coordonnée.

Laurent Terrier, responsable formation de l'UD, a, quant à lui, abordé le sujet de la formation syndicale des militants, qui reste encore aujourd'hui trop peu utilisée. C'est pourtant un droit pour tous les syndiqués et militants qui doit pouvoir s'exercer dès l'adhésion mais aussi tout au long de la vie syndicale.

Ce 8^{ème} Congrès, riche en débats, s'est terminé sur l'élection du nouveau bureau qui a porté Christophe Salvetat en Secrétaire général et Romain Beau en trésorier.

Il s'est conclu par une soirée fraternelle festive et éprouvante !

* <https://www.energie-servicepublic.com/>



Julien Essertel
Délégué syndical CGT
EDF St Alban

Hommage à un personnage



Il était viennois, ouvrier, syndiqué, humaniste et il nous a quittés.

C'était un bonhomme qui savait parler fort pour faire justice à ses pairs, ses collègues, ses camarades. Il savait aussi être doux pour rassurer, expliquer aux jeunes les enjeux actuels pour notre monde. C'est avec lui que j'ai appris le sens du mot SOLIDARITÉ, que je confondais avec celui de charité.

Il m'a montré que l'ouvrier peut s'asseoir à la table des grands patrons pour représenter et défendre les ouvriers ; c'est ce qu'il a fait à Calor, cela l'a conduit aussi bien en Amérique du Sud qu'en Chine. En étant Secrétaire de l'Union locale CGT et Secrétaire de section au Parti communiste, il avait à cœur de plaider la cause et défendre les intérêts des ouvriers et de ses concitoyens.

Il m'a aussi appris que la souffrance est personnelle, que nulle responsabilité ne peut aider à la guérir, cependant il savait l'importance d'être présent, d'accompagner et surtout de respecter l'autre qui souffre.

Il nous a quittés, ce samedi 23 octobre 2021, merci de nous avoir montré le chemin, il s'appelait Jacques De Albertis, nous l'appelions Jacky, hommage d'un camarade à un autre camarade.

Union locale CGT de Vienne

Au cœur de la solidarité, «Loisirs et Solidarité des Retraités»

Comment permettre au plus grand nombre de retraité-e-s de vivre pleinement leur retraite dans une situation où la moitié vit avec un revenu inférieur au SMIC, souvent des femmes ?

Un nombre grandissant de retraité-e-s subit une érosion de son pouvoir d'achat avec la CSG, le gel des retraites, le déremboursement des dépenses de santé, l'augmentation des tarifs des mutuelles.



En septembre, une sortie en Bresse, région au riche patrimoine gastronomique, culturel et historique appréciée par les participant-e-s

Notre objectif est de permettre que la retraite soit une source d'épanouissement, de lien social, d'accès aux loisirs, vacances, culture et d'ouverture au monde.

C'est pour répondre à ces besoins que la CGT a créé LSR en 1981 sous la forme d'associations autonomes, cent cinquante à l'échelle du pays, dont LSR Grenoble

Fontaine et environs, mais aussi Nord Isère, Roussillon et Voiron. Les actions sont coordonnées par une Fédération nationale regroupant dix-neuf mille adhérents. Notre pratique solidaire est attentive à ce que nos activités ne laissent personne de côté et à la participation de nos adhérent-e-s à la vie sociale. L'adhésion annuelle est de 25€.

Autre dimension de la solidarité : notre participation aux mobilisations sociales au sein du groupe des Neuf pour la défense du pouvoir d'achat, l'augmentation des retraites, la défense de la Sécurité sociale, grande conquête sociale menacée. Nous invitons les retraité-e-s à découvrir et à adhérer à LSR.

lsr.grenoble@gmail.com

<https://www.facebook.com/lsgrenoble>



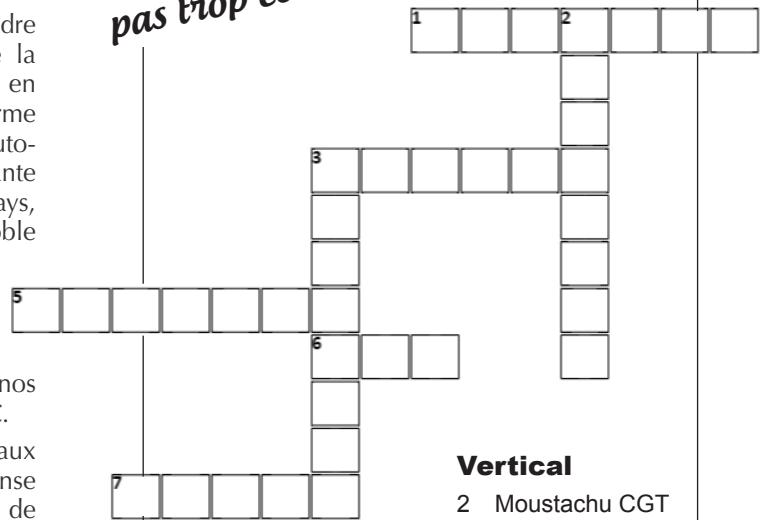
LSR

Tour CGT - Bourse du Travail
32 Avenue de l'Europe - 38030 Cedex 2



Le bureau élu lors de l'AG 2021 : Martine Grégot présidente, Claude Bourchanin secrétaire, Bernard Maurel trésorier, Marc Lakomy président de la commission culture, loisirs et plein-air.

un petit mot croisé ...
pas trop compliqué !!



Vertical

- 2 Moustachu CGT
- 3 Prise en 1789

Horizontal

- 1 Révolution 1871
- 3 Secrétaire général CGT Isère
- 5 Créateur de la Sécu
- 6 Raconte l'histoire sociale
- 7 Moyen pour faire plier le patronat

EUSTACHE ET OSLAID À L'ÉCOUTE DU MONDE



Larage 24

Interview de Fabio Ghelfi responsable international de la CGIL Lombardie

« *Extrême droite, fascisme, en Italie, en France et en Europe : syndicalement, en parler et agir ensemble !* »

Jean-Jacques Guigon : Bonjour Fabio ! Nous nous connaissons toi et moi depuis près de quinze ans. Mais pour les militant.e.s CGT Isère, est-ce que tu pourrais rapidement te présenter ?

Fabio Ghelfi : Bien sûr Jean-Jacques ! Je suis Fabio Ghelfi. J'ai 46 ans et je suis un militant de la CGIL de Lombardie. Depuis 2007, j'ai dédié comme toi ma vie syndicale à l'activité internationale, aux relations intersyndicales notamment au niveau européen, et aux Comités d'Entreprise Européens.



Fabio Ghelfi

JJG : A l'évidence nous n'allons pas pouvoir aborder aujourd'hui tous les sujets. Mais il y en a un qui progresse telle la vermine sur une paillasse. Je veux parler de l'extrême droite, du fascisme. Le 09 octobre dernier, la CGIL a subi une agression violente de « Forza Nuova » et de ses fascistes au bras tendu. Est-ce que tu veux bien revenir sur ce grave événement ? Nous avons tous en tête les mots de ton Secrétaire général Maurizio Landini : « *Ils ne peuvent pas nous intimider, ils ne nous font pas peur !* »

FG : Je voudrais d'abord rappeler tous les messages de solidarité reçus de militants mais aussi d'amis face à des faits terrifiants, violents et inédits que nous n'avons pas connus depuis des décennies. Ce fut un geste terrible qui nous a rappelé les moments les plus sombres de notre histoire, ceux où les Bourses du Travail étaient attaquées par les Chemises Noires qui n'hésitaient pas à tout brûler et à assassiner les militants. Mais c'est un geste qui s'inscrit également dans l'actualité du XXIème siècle (COVID19). La CGIL a été attaquée parce qu'elle est en première ligne pour défendre les travailleurs, y compris bien sûr leur santé et leur sécurité. Attaquée parce qu'en Italie, la CGIL « tient le terrain ».

JJG : Quand nous regardons l'Europe telle qu'elle est aujourd'hui, l'extrême droite est en train de gangréner, d'abîmer une douzaine de pays... Mais d'autres, certes moins nombreux, y échappent plutôt mieux... Nous avons sans doute nécessité et urgence d'échanger comme jamais nos expériences et nos réflexions. Ne pourrions-nous pas réfléchir à une 1ère visioconférence sur le sujet qui pourrait réunir la CGT Isère, bien sûr la CGIL de Lombardie et les CCOO de Catalogne, mais aussi pourquoi pas, nos amis et camarades de la CGT-P du Portugal, de la FGTB de Belgique, de l'OPZZ de Pologne ou de FRATIA de Roumanie ? Notre UD CGT Isère est en tout cas disponible pour le faire. Qu'en penses-tu ?

FG : Prendre des initiatives ensemble, on sait faire ! Je pense au « Train de la Mémoire » qui, pendant des années, a mené des jeunes de Lombardie et de Rhône-Alpes à Auschwitz... Il est effectivement important de travailler à une offensive structurée, élaborée et le faire si possible avec nos professions. Il y a urgence à briser la glace de l'individualisme qui gangrène nos sociétés. Je suis favorable à ton idée de visioconférence, c'est une proposition intéressante. Ce qui nous affaiblit aujourd'hui, c'est la perte d'espoir dans notre potentiel qui est encore très grand, et qui continuera à grandir si nous prenons la bonne route.



Aggression contre le siège de la CGIL

JJG : Je n'ai plus Fabio qu'à te remercier pour ta disponibilité et tes propos*. Il reste maintenant à notre CGT Isère à préparer cette visioconférence internationale que nous pourrions tenir au cours du premier trimestre 2022. La CGIL de Lombardie, comme les CCOO de Catalogne en seraient les premières organisations syndicales invitées, comme le seraient ensuite nos amis de la FGTB, de la CGT-P, de l'OPZZ et de FRATIA. Le thème pourrait en être « *Extrême droite, fascisme, en Italie, en France et en Europe : Syndicalement en parler et agir ensemble !* ». Ciao Fabio !

FG : Ciao Jean-Jacques !

Jean-Jacques Guigon
Militant CGT Isère

Ancien conseiller confédéral
à l'Espace « International »

*La totalité de l'interview (ce n'est ici qu'un bref résumé !) est à retrouver sur notre site : <https://ud38.reference-syndicale.fr/2021/10/campagne-cgt-de-lutte-contre-les-idees-dextreme-droite/>



Syndicat FGTB

ELU.E.S CSE : NE CEDONS PAS AUX TENTATIONS !

Les élu.e.s CSE sont de plus en plus sollicité.e.s par des prestataires toujours plus nombreux leur offrant monts et merveilles dans la gestion des activités sociales et culturelles.

Des services tout compris qui attirent les élu.e.s qui ont des difficultés à pouvoir tout suivre depuis la mise en place des CSE.

Des services tout en ligne permettent de gérer à distance toutes les activités.

On s'occupe de tout, vous n'avez plus rien à faire !

C'est oublier un peu vite que les 14 milliards d'euros que représente le marché des CSE attirent toutes les convoitises ! Les élu.e.s CSE deviennent des poules aux œufs d'or qu'il faut chouchouter.

Et pourtant, n'y-a-t-il pas là matière à s'inquiéter ?! A qui confie-t-on l'argent des CSE ? Creusons un peu pour savoir qui sont ces miraculeux prestataires de services.

Prenons par exemple le cas de Proweb/Meyclub bien connu des élus.

ProwebCE est une marque du groupe EDENRED, une plateforme de communication, de gestion et de comptabilité, qui intègre un large catalogue d'offres, de subventions et de chèques cadeaux.

Le groupe EDENRED : ticket-restaurant, Kadéos, etc.

C'est une entreprise cotée en bourse qui a une politique de distribution du dividende fondée sur une croissance en valeur absolue du montant du dividende par action chaque année.

Une entreprise qui rémunère les membres du Conseil d'administration.

Chaque membre du Conseil d'administration perçoit une partie fixe d'un montant forfaitaire de 15 000 euros, ainsi qu'une partie variable d'un montant de 4 200 euros par réunion du Conseil à laquelle la, le membre a participé.

Le Vice-Président du Conseil d'administration perçoit une partie fixe supplémentaire d'un montant forfaitaire de 15 000 euros.

Le PDG touche 825 000€ de part fixe + une partie variable pouvant atteindre 120% de la part fixe.

En 2016, le PDG d'EDENRED a touché 2 480 198€, ce qui le classe 30^{ème} patron sur 131 PDG du CAC 40.

A cela s'ajoute que la plupart des dirigeant.e.s des prestataires marchands de ce secteur sont adhérent.e.s au Medef.

En tant que syndicaliste, ne doit-on pas s'interroger sachant que la CGT a créé des structures telles que Savatou ou ALTS, à but non lucratif, sans actionnaire, permettant de répondre aux attentes de tous les élu.e.s ?



Pour rappel, les associations créées par la CGT proposent tous les services attendus par les CSE dans le domaine des vacances, de la culture, des loisirs, des spectacles, des spectacles de Noël et du ski avec prestations de qualité allant des informations régulières aux adhérent.e.s avec des prestations de proximité que ne proposent pas les prestataires marchands à la vente en ligne avec l'intégration possible de la participation du CSE.



Elles proposent aussi la Carte loisirs afin de permettre à tous les salarié.e.s de profiter de toutes ces offres accessibles en ligne et de bénéficier de tous les tarifs réduits.



ALTS et Savatou vous proposent une plateforme de vente en ligne qui facilite la vie des élu.e.s.

Plus d'infos sur le site d'ALTS : <https://www.alts.fr/>

Plus d'infos sur le site de Savatou : <https://www.savatou.fr/>

Sur plus d'une centaine de CSE à majorité CGT sur l'Isère, seule une vingtaine est adhérente aux associations de la CGT. Pour plus d'informations, vous pouvez prendre contact avec les militants CGT de ces associations : Franck Pellevoizin, Catherine Béraud, Philippe Servajean et Jean Granjon pour ALTS, Marianne Mazza et Jean-Luc Monard pour Savatou.

Pour les contacter, rapprochez-vous de l'UD !